

**1987,
l'ANDRA,
Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres),
et les déchets radioactifs
à haute activité et vie longue**

Début 1987, l'ANDRA (l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) annonce avoir retenu quatre sites pour examiner *en profondeur* (c'est le cas de le dire) la création d'un centre de stockage souterrain pour les déchets radioactifs à haute activité et vie longue. Parmi ces sites figure Neuvy-Bouin, un petit village en Gâtine, au milieu du département des Deux-Sèvres. Neuvy-Bouin présente l'hypothèse "*granite*". Les autres matériaux et sites examinés concernent l'argile (à Sissonne, en Picardie), le sel (en Bresse) et les schistes (en région angevine).

Très rapidement, l'opposition s'organise, et le débat s'engage. Le 3 mars, la *Nouvelle République du Centre-Ouest* publie une pleine page de réactions: "*Le 'non' massif de nos lecteurs*".

"Je me félicite de l'importance que vous accordez à cet événement qu'est le choix de Neuvy-Bouin comme éventuel site pour le stockage définitif de déchets radioactifs à longévité extrême..." nous écrit cet architecte niortais, dont nous publions par ailleurs la prise de position. Des lettres comme celle-ci, nous en recevons plusieurs chaque jour, qui montrent combien le projet de l'A.N.D.R.A. touche les habitants des cantons de Moncoutant ou de Secondigny, mais aussi tous les Deux-Sévriens. démarre l'article.

Suivent onze lettres, dont la mienne ("*l'architecte niortais*"). Je la reprends ici intégralement. Un bon quart de siècle plus tard, il y a certes quelques éléments que j'exprimerais autrement — "*l'Orient d'aujourd'hui...*" —, mais je me retrouve toujours dans cette opinion.

"Aux citoyens de décider"

Les déchets radioactifs que le site de Neuvy-Bouin accueillera peut-être ont une longévité extrême. Les techniciens parlent de cent mille ans, soit quelques milliers de générations.

Pour payer notre consommation énergétique, nous exigerons des générations à venir à la fois des moyens financiers et le savoir-faire pour mesurer l'évolution de nos déchets, pour vérifier le vieillissement de leur protection et pour réparer, améliorer ou refaire, le cas échéant, leur centre de stockage. À nos descendants, proches et lointains, nous imposerons ces efforts, sans contrepartie aucune, l'énergie correspondante étant consommée depuis fort longtemps.

Or, le savoir-faire technique dont dispose notre société, et qui lui a permis de maîtriser (ou presque) l'énorme force de l'énergie nucléaire, ce savoir-faire n'a pu être acquis que grâce à la primauté que nous accordons à ce qui est technique, à ce qui est matériel, à ce qui fait l'objet des sciences positives. Bien que cette primauté du technique bénéficie aujourd'hui et ici d'un large consensus, elle n'est pas pour autant éternelle et universelle. L'Occident du Moyen Âge et l'Orient d'aujourd'hui sont des exemples de sociétés développées où le théologique et le métaphysique priment ou primaient sur le technique. D'autres mondes existent, ou ont existé, qui attribuaient la priorité à la richesse des relations sociales. Notre société, de loin supérieure dans le domaine du technique, n'a pu obtenir ce résultat qu'en choisissant de sous-développer les talents artistiques, philosophiques et sociaux de ses hommes. Nous sommes en effet riches en techniques, mais pauvres en arts, en philosophie, en relations humaines et structures sociales.

Il est de la liberté des générations à venir de faire leurs propres choix et de revenir sur les nôtres. Il leur appartient de définir leurs priorités et — le cas échéant — d'abandonner une partie de nos conquêtes, de nos extraordinaires connaissances techniques dont le nucléaire fait partie.

Or, la présence, dans le sous-sol de Gâtine (ou ailleurs), de déchets radioactifs, ainsi que le perpétuel contrôle et les interventions futures que ces déchets nécessitent, obligent ces générations à entretenir ce savoir-faire nucléaire et à l'améliorer. Ce qui réduit leur liberté première, qui est de choisir leur modèle de société.

Cette réflexion me fait penser qu'il faut sortir le débat sur les déchets et sur l'énergie nucléaire du domaine technique où il est trop souvent mené et le développer sur les domaines éthique et politique.

Une question simple s'impose: "Est-ce qu'il est raisonnable de continuer à construire des centrales nucléaires et de se servir de celles qui existent avant que soit trouvé un procédé permettant l'élimination définitive des déchets nucléaires, que son efficacité soit démontrée et que son financement, à la charge des producteurs de déchets, soit assuré?"

Il me semble qu'il appartient aux citoyens, et non aux techniciens, de répondre à telle question et de solliciter toutes les contributions jugées utiles. Un comité d'éthique a été créé pour répondre aux questions que le développement de la médecine et de la biologie soulève. Je suggère que ce comité soit saisi de ce problème et qu'il apporte sa contribution, non par une décision, mais par un avis que les citoyens, seuls aptes à se prononcer, pourront prendre en compte.

Je rappelle, pour clore, que la question des déchets n'est pas la seule que pose l'énergie nucléaire. L'importance des risques technologiques et politiques qu'entraînent la construction et l'exploitation des centrales n'a jamais pu être débattue au niveau le plus approprié. Là aussi il appartient aux techniciens d'informer, aux conseillers de conseiller et aux citoyens de décider.

Jef Van Staeyen, Niort, février 1987
